



SUJETS DU PREMIER TOUR

2020-2021

Séance n° 1 : Lundi 16 novembre 2020 à 17 heures 30

Est-il exclu que le caractère naturel de l'accouchement par voie basse dispense le professionnel de santé de son obligation d'information ?

Civ. 1^{re}, 23 janvier 2019, pourvoi n° 18-10.706, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : M. Clovis Callet

Second demandeur : Mme Claire de Raismes

Premier défendeur : M. François Expert

Second défendeur : Mme Andréa Londono-Lopez

Premier ministère public : M. Alexis Posez

Second ministère public : M. Philippe Robin

Séance n° 2 : Lundi 23 novembre 2020 à 17 heures 30

Les modalités d'exécution de sanctions disciplinaires régulièrement prononcées contre des militaires par une autorité légitime peuvent-elles constituer une violation de la dignité humaine telle que prévue par l'article 225-14 du code pénal ?

Crim., 9 mai 2019, pourvoi n° 18-81.743, publié au Bulletin

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Premier demandeur : M. Benjamin de Dreuzy

Second demandeur : Mme Marion Ogier

Premier défendeur : Mme Constance Pinsolle

Second défendeur : Mme Emilia von Bardeleben

Premier ministère public : Mme Nelly Devouèze

Second ministère public : Mme Bénédicte Hambura

Séance n° 3 : Lundi 30 novembre 2020 à 17 heures 30

Un enfant né d'une gestation pour autrui peut-il bénéficier des effets qui s'attachent à la naturalisation de ses parents pour être également naturalisé français ?

CE, 31 juillet 2019, n° 411984

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Premier demandeur : Mme Véronique Daydet

Second demandeur : M. Sacha Partouche

Premier défendeur : M. Antoine Benacerraf

Second défendeur : Mme Sharon Sellem-Dho

Premier ministère public : Mme Noémi Debu-Carbonnier

Second ministère public : Mme Natanaële Iglésias

Séance n° 4 : Lundi 7 décembre 2020 à 17 heures 30

L'abrogation d'un dispositif législatif prévoyant en faveur des salariés de certaines entreprises une prime obligatoire de participation, assortie de dispositifs d'exonération de charges, rend-elle caduc de plein droit un accord collectif instaurant cette prime dans l'entreprise ?

Soc., 26 juin 2019, pourvois n° 17-28.287, 17-28.288, 17-28.289, 17-28.290, 17-28.291, 17-28.292 et 18-10.953, publié au Bulletin

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Premier demandeur : M. Antoine Dianoux

Second demandeur : M. François Expert

Premier défendeur : M. Alexandre Köhler

Second défendeur : M. Quentin Reynier

Premier ministère public : Mme Marie-Agnès Delucenay

Second ministère public : Mme Marie-Alix Charvin

Séance n° 5 : Lundi 14 décembre 2020 à 17 heures 30

Est-il exclu que le caractère militant d'un acte d'aide au séjour irrégulier d'un étranger suffise à priver son auteur du bénéfice de l'immunité prévue par l'article L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ?

Crim., 26 février 2020, pourvoi n° 19-81.561, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : M. Christophe Delaisement

Second demandeur : M. Vincent Lassalle-Biyet

Premier défendeur : Mme Claire Lyautet

Second défendeur : M. Fred-Eric Bergeimer

Premier ministère public : Mme Ombeline Cathelineau

Second ministère public : M. Grégory Pierre

Séance n° 6 : Lundi 4 janvier 2021 à 17 heures 30

La responsabilité de l'État du fait des lois est-elle susceptible d'être engagée pour réparer les préjudices qui résultent de l'application d'une loi déclarée contraire à la Constitution ?

CE, Ass., 24 décembre 2019, n° 425983

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Premier demandeur : M. Nicolas Vidal

Second demandeur : M. Zia Oloumi

Premier défendeur : M. Benjamin de Dreuzy

Second défendeur : Mme Maëva Atchiaman

Premier ministère public : Mme Estelle Hittinger-Roux

Second ministère public : M. Emmanuel Clément

Séance n° 7 : Lundi 11 janvier 2021 à 17 heures 30

Est-il exclu qu'un vol commis par un stewart dans l'hôtel où il séjournait durant une escale constitue une faute grave justifiant son licenciement disciplinaire ?

Soc., 8 juillet 2020, pourvoi n° 18-18.317, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Premier demandeur : Mme Camille Bisbarre

Second demandeur : M. Basile Zajdela

Premier défendeur : Mme Claire Vergniolle

Second défendeur : M. Alexandre Comolet

Premier ministère public : M. Antoine Benacerraf

Second ministère public : Mme Marie-Agnès Delucenay

Séance n° 8 : Lundi 18 janvier 2021 à 17 heures 30

La participation d'un concubin au financement des travaux dans l'immeuble de son partenaire confère-t-elle la qualité de tiers possesseur des travaux au sens de l'article 555 du code civil ?

Civ. 1^{re}, 2 sept. 2020, n° 19-10.477

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Premier demandeur : Mme Lola Graglia

Second demandeur : M. David Andic

Premier défendeur : Mme Nelly Devoueze

Second défendeur : M. Philippe Robin

Premier ministère public : Mme Claire Bitan

Second ministère public : M. Noël Dalus

Séance n° 9 : Lundi 25 janvier à 15 heures

L'interdiction de l'emploi d'appareils photographiques ou d'enregistrements sonore ou audiovisuel au cours des audiences des juridictions administratives ou judiciaires est-elle contraire aux droits et libertés que la Constitution garantit ?

Cons. cons., décision n° 2019-817 QPC du 6 décembre 2019

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Demandeur : Mme Célia Allache

Premier défendeur : Mme Sahin Sultan

Deuxième défendeur : Mme Véronique Daydet

Ministère public : Mme Sharon Sellem-Dho

Séance n° 10 : Lundi 25 janvier 2021 à 17 heures 30

Une ordonnance prise sur le fondement de l'article 38 de la Constitution peut-elle, alors qu'elle n'a pas été ratifiée et que le délai d'habilitation fixé par le Parlement est expiré, faire l'objet d'une question prioritaire de constitutionnalité ?

Cons. cons., décision n° 2020-843 QPC du 28 mai 2020

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : Mme Estelle Hittinger-Roux

Second demandeur : M. Hans Marcadet

Premier défendeur : Mme Marion Ogier

Second défendeur : M. Alexandre Coudreau

Premier ministère public : M. Julien Boddaert

Second ministère public : M. Charles Nesselrode

Séance n° 11 : Lundi 1^{er} février 2021 à 17 heures 30

Un salarié licencié pour motif économique peut-il invoquer l'existence d'une faute de son employeur ayant conduit à la liquidation judiciaire de l'entreprise pour soutenir que son licenciement est dépourvu de cause réelle et sérieuse ?

Soc., 8 juillet 2020, pourvoi n° 18-26.140, publié au Bulletin

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Premier demandeur : M. Maxence Jaboulet

Second demandeur : Mme Anne Basquet

Premier défendeur : M. Grégory Pierre

Second défendeur : Mme Constance Pinsolle

Premier ministère public : Mme Emilia von Bardeleben

Second ministère public : M. Fréd-Eric Bergeimer

Séance n° 12 : Lundi 8 février 2021 à 17 heures 30

Le fait, pour un particulier, de proposer contre rémunération un repas à son domicile, en dehors du cadre familial ou amical, sans respecter la réglementation d'ordre public pour la protection de la santé publique applicable en matière de restauration et de débit de boissons constitue-t-il un trouble manifestement illicite ?

Com., 2 septembre 2020, pourvoi n° 18-24.863

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Premier demandeur : Mme Camille Bisbarre

Second demandeur : M. Clovis Callet

Premier défendeur : Mme Claire de Raisme

Second défendeur : Mme Noémi Debu-Carbonnier

Premier ministère public : Mme Andrea Londono Lopez

Second ministère public : M. Quentin Reynier

Séance n° 13 : Lundi 1^{er} mars 2021 à 17 heures 30

L'atteinte portée à la dignité d'un accusé par ses conditions de détention peut-elle constituer un obstacle légal à son maintien en détention provisoire ?

Crim., 8 juillet 2020, pourvoi n° 20-81.739

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Premier demandeur : Mme Raphaële Bouniol

Second demandeur : Mme Anne Basquet

Premier défendeur : M. Emmanuel Clément

Second défendeur : M. Zia Oloumi

Premier ministère public : M. David Andic

Second ministère public : M. Joseph Moschhoury

Séance n° 14 : Lundi 8 mars 2021 à 17 heures 30

Le fait qu'un chauffeur VTC, lié par un contrat de partenariat à une société exploitant une plate-forme numérique et une application de mise en relation de clients et de chauffeurs exerçant sous le statut de travailleur indépendant, n'ait aucune obligation de connexion ni d'exclusivité exclut-il l'existence d'un contrat de travail ?

Soc., 4 mars 2020, pourvoi n° 19-13.316

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : M. Alexandre Köhler

Second demandeur : Mme Claire Bitan

Premier défendeur : M. Charles Nesselrode

Second défendeur : M. Alexandre Coudreau

Premier ministère public : M. Sacha Partouche

Second ministère public : Mme Lola Graglia

Séance n° 15 : Lundi 15 mars 2021 à 15 heures

L'obligation faite à certains opérateurs de plateformes en ligne, sous peine de sanction pénale, de retirer ou de rendre inaccessible dans un délai de 24 heures des contenus que cette plateforme estimerait manifestement illicites en raison de leur caractère haineux ou sexuel porte-elle atteinte à l'exercice de la liberté d'expression et de communication ?

Cons. const., décision n° 2020-801 DC du 18 juin 2020

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Demandeur : Mme Natanaële Iglésias

Premier défendeur : Mme Marie-Alix Charvin

Second défendeur : Mme Célia Allache

Ministère public : Mme Sahin Sultan

Séance n° 16 : Lundi 15 mars 2021 à 17 heures 30

Un gel des avoirs d'une banque, résultant de son inscription sur une liste noire internationale, constitue-t-il un cas de force majeure empêchant de courir les intérêts sur les sommes dues à ses créanciers ?

Ass. plén., 10 juillet 2020, pourvoi n° 18-18.542, 18-21.814, Publié au Bulletin

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Premier demandeur : M. Noël Dalus

Second demandeur : Mme Bénédicte Hambura

Premier défendeur : M. Alexandre Comolet

Second défendeur : M. Vincent Lassalle-Biyet

Premier ministère public : M. Antoine Dianoux

Second ministère public : M. Maxence Jaboulet

Séance n° 17 : Lundi 22 mars 2021 à 17 heures 30

Le recours, par les autorités publiques, à un stratagème tendant à la constatation d'une infraction ou l'identification de ses auteurs constitue-t-il une atteinte au principe de loyauté de la preuve ?

Ass. Plén., 9 décembre 2019, pourvoi n° 18-86.767, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Premier demandeur : Mme Claire Vergniolle

Second demandeur : Mme Claire Lyautey

Premier défendeur : M. Julien Boddaert

Second défendeur : M. Christophe Delaisement

Second ministère public : M. Basile Zajdela

Séance n° 18 : Lundi 29 mars 2021 à 14 heures 30

Est-il exclu qu'une crise sanitaire liée à une épidémie puisse justifier l'interdiction de tout rassemblement dans des lieux de culte ?

CE, Ord. 18 mai 2020, n° 440366

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Premier demandeur : Mme Ombeline Cathelineau

Second demandeur : M. Hans Marcadet

Premier défendeur : Mme Maëva Atchiaman

Second défendeur : M. Joseph Moschhoury

Premier ministère public : Mme Raphaële Bouniol

Second ministère public : M. Alexis Posez